

Denis Durand

20 janvier 2026

Projet communiste et « transition socialiste »

Les transformations technologiques, écologiques, économiques, géopolitiques, morales qui bouleversent la civilisation contemporaine, les crises et les blocages qui les accompagnent, donnent une actualité brûlante au projet de son dépassement. Il faut pour cela une révolution.

Un effort collectif est nécessaire pour mesurer ce qu'il y a de nouveau dans la montée des périls nés de la crise de la civilisation capitaliste et libérale et de la crise politique en France, et pour discerner les voies d'émancipation qui s'y cherchent. Ce n'est pas une pure question théorique mais un enjeu pratique pour l'action du PCF aujourd'hui.

Le texte qui suit veut être une contribution à cet effort ¹. Il prend pour point de départ ce qui nous a rassemblés à nos derniers congrès, dans l'élaboration collective d'un projet communiste pour le XXI^e siècle (les passages en italiques qui suivent sont extraits du texte d'orientation du 39^{ème} congrès). Il s'attache à discerner en quoi ces orientations répondent à ce qui se cherche dans la crise de civilisation. Il appelle à une réflexion qui tire les leçons des échecs passés du mouvement révolutionnaire. C'est seulement à l'issue de ce tour d'horizon qu'il propose une façon de caractériser le processus révolutionnaire de transition entre l'état de choses existant et la construction d'une nouvelle civilisation, et de caractériser le type de société où une telle transition se produit.

1 Le projet communiste aux 38^{ème} et 39^{ème} congrès du PCF

Au fil des débats préparatoires à deux congrès successifs, les communistes se sont prononcés à 80 % en faveur d'une affirmation du rôle révolutionnaire de leur parti, ainsi défini : *« le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et aliénations sont abolies. »* Les communistes tiennent donc à se

¹ Ces observations s'appuient fortement sur les travaux de Boccara. Voir par exemple « Théorie marxiste et voies autogestionnaires de la révolution en France », *La Pensée*, n° 249, janvier 1986.

réclamer de toute la radicalité qui s'exprime déjà dans le *Manifeste* de 1848.

Ils tiennent tout autant à inscrire cette radicalité dans la pratique d'un processus révolutionnaire. Comme les fondateurs du marxisme, ils ont conscience que le communisme est « le mouvement réel qui abolit l'état de choses existant » et, comme les fondateurs du PCF, ils rejettent la formule d'Eduard Bernstein, leader du courant « révisionniste » de la Deuxième internationale, selon laquelle « le mouvement est tout, le but final n'est rien ». Le but final compte car, comme l'écrit le texte du 39^{ème} congrès, « *c'est d'une tout autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à une, les briques* ». Nous ne nous en remettons pas à un « déjà-là communiste » qui rendrait sans objet les idées originales et l'action autonome d'un parti révolutionnaire. Nous ne nous complaisons pas davantage dans l'utopie d'un socialisme subordonné à la conquête du pouvoir d'État dans un avenir indéterminé, dont l'apparente radicalité nous autoriserait, en attendant, à nous contenter de « gérer loyalement les affaires du capitalisme ». Nous agissons pour armer au mieux le mouvement populaire, en inscrivant la perspective du communisme dans chaque proposition immédiate, dans chaque mobilisation, dans chaque occasion d'agir au sein des institutions existantes, et à chaque moment de rupture qui marquera ce processus révolutionnaire et autogestionnaire.

C'est dans cette perspective que les communistes se sont donné le mandat, au 39^{ème} congrès, de préciser comment ils conçoivent le « chemin » constitutif du projet communiste, au même titre et avec la même importance, que le « but final » : « *ce processus révolutionnaire aura le caractère d'une transition vers une nouvelle civilisation. Nous voulons instruire les conditions de ce processus à la lumière, entre autres, des expériences révolutionnaires passées et de notre projet. Le 39^e Congrès décide d'approfondir le débat sur cette question au sein du parti. Il charge le conseil national d'en construire les modalités* ».

Cette tâche ne peut être accomplie de façon conséquente qu'en partant des réalités d'aujourd'hui et de la façon dont elles sont ressenties par nos contemporaines et contemporains. Ces réalités sont celles d'une crise de civilisation.

2 Loin d'un « socialisme utopique », une réponse à ce qui se cherche dans la crise de la civilisation capitaliste et libérale

Nos orientations de congrès donnent au terme de « civilisation » une définition politiquement opérationnelle empruntée à Paul Boccara : il s'agit de l'ensemble indissociable formé par deux systèmes : le système économique, où se réalisent les opérations de production, de circulation, de répartition et de consommation des produits matériels, et le système des relations non économiques entre les êtres humains. Ce système qui, par analogie avec le système économique, peut être qualifié d'« anthroponomique », désigne la façon dont les êtres humains engendrent et régénèrent sans cesse leur être physique et moral, et la société qu'ils forment entre eux. Il possède lui aussi quatre « moments » : celui de la conception, de l'engendrement et de l'éducation des enfants ; celui du travail en tant qu'il ne consiste pas seulement à produire mais aussi à entretenir de multiples relations avec d'autres êtres humains ; celui de la vie politique ; et celui de la vie culturelle et psychique. Le système économique actuel est capitaliste en ceci qu'un régulateur, le taux de profit, gouverne le retour régulier des opérations du système aussi bien que ses modifications au fil du temps. Le système anthroponomique est libéral en ceci que ses opérations, et leurs évolutions au fil du temps, sont régulées par un principe de délégation de pouvoir – aux représentants politiques mais aussi aux « chefs d'entreprise » ou aux autorités morales ou religieuses. Ces deux systèmes fonctionnent en interaction permanente l'un avec l'autre, et avec un troisième système, le système écologique – la nature et les relations que nous entretenons avec elle.

La profondeur de la crise de civilisation tient à ce qu'elle affecte simultanément et conjointement ces trois systèmes. Se manifestent à la fois des blocages, des périls et des souffrances mettant en évidence que les choses ne peuvent plus continuer comme avant, et de multiples tentatives, plus ou moins tâtonnantes et contradictoires, de trouver les moyens de dépasser les antagonismes qui sont à la racine de la crise.

2.1 Ce qui se cherche dans la crise économique

« Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales (...) La

masse croissante du capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider les dépenses humaines, sociales et de services publics, ce qui renforce les difficultés ».

Le stade atteint par l'évolution du capitalisme, tel que nous l'avons caractérisé au 39^{ème} congrès, résulte d'une alternance, depuis 150 ans, entre phases longues où l'accumulation du capital montre son efficacité pour accroître l'exploitation des travailleurs, et phases pendant lesquelles cette exploitation, bien qu'accrue, peine durablement à rentabiliser le capital précédemment accumulé. À deux reprises dans l'histoire, une modification du fonctionnement du système lui a permis de surmonter jusqu'à un certain point ces difficultés systémiques et d'ouvrir une nouvelle phase d'essor. Ainsi, à l'issue de la longue phase de difficultés du dernier quart du XIX^e siècle, le capitalisme concurrentiel étudié par Marx s'est transformé en capitalisme monopoliste, étudié par Lénine. Au cycle suivant, la sortie de la crise des années trente a reposé sur la transformation de ce capitalisme de monopoles en un capitalisme monopoliste d'État social, qui s'est épanoui après la Deuxième guerre mondiale, avant d'entrer dans une nouvelle phase de suraccumulation durable de capital à la fin des années soixante.

Dans les phases longues de difficultés, une réaction typique du capital est la financiarisation, c'est-à-dire une prise de pouvoir par les marchés financiers visant à remonter les taux de profits en durcissant la pression sur les gestions d'entreprises pour accentuer l'exploitation. La mondialisation financière qui s'est produite à partir de 1979 aux États-Unis, de 1983 en France, a donc des points communs avec les spéculations financières de la fin du XIX^e siècle ou avec celles des « années folles » qui annonçaient le krach de 1929. Sa particularité est d'avoir été conduite par des firmes multinationales investissant sans compter dans les nouvelles technologies informationnelles pour intensifier à l'extrême l'exploitation de toutes les catégories de salariés à l'échelle mondiale.

Pourtant, dans les premières années du XXI^e siècle, et surtout à partir du krach de 2007-2008, il est apparu que cela ne suffisait pas à rentabiliser les immenses capitaux matériels et financiers accumulés. Les profits mirifiques captés par quelques groupes multinationaux ne sont désormais atteints qu'au détriment de toute la société, et au prix d'une exacerbation du soutien public au capital : une débauche d'aides d'État ayant pour contrepartie

l'asphyxie des services publics. Ce régime a pu se maintenir jusqu'à présent par l'action d'institutions publiques parmi les plus puissantes — les banques centrales — capables de tenir à flot l'économie en injectant dans le système bancaire et sur les marchés financiers des quantités de monnaie qui passent l'imagination ; mais nul ne sait jusqu'où la spéculation financière alimentée par cette révolution monétaire, et ses effets sur les prix, la production et l'emploi pourront rester sous contrôle.

Le système dans lequel nous vivons aujourd'hui est donc toujours un capitalisme monopoliste d'État, mais un CME en crise, de moins en moins social et de plus en plus néolibéral — c'est-à-dire profondément étatiste, comme on a pu le voir particulièrement depuis l'intensification du soutien public au capital face à la crise de 2008, puis à celle de 2020.

On peut donc diagnostiquer une crise systémique d'une profondeur inédite : c'est en vain que le capital s'efforce, en comprimant les dépenses pour l'emploi, les salaires, la formation, les services publics, de résister au développement inédit des capacités humaines qu'exigerait la révolution informationnelle – des premiers ordinateurs aux promesses de l'intelligence artificielle – dont il pousse lui-même les feux en vue d'en faire une source de rentabilité. Il y a à cela une cause profonde : dans une économie où la transformation de la matière, tout en restant la base de la satisfaction des besoins sociaux, devient de plus en plus régie par l'échange et la manipulation de l'information, les progrès de la productivité ne tirent plus leur origine principale d'une accumulation de capital matériel ; ce qui compte de façon dominante désormais, ce sont les capacité d'initiative des êtres humains, et l'intensité des échanges d'information qu'ils entretiennent entre eux, base d'une véritable autogestion.

Mise en cause de façon très profonde, par la révolution informationnelle dont il s'efforce pourtant de tirer profit, la logique capitaliste est aussi un obstacle majeur à la révolution écologique dont la survie de l'humanité dépend pourtant.

2.2 Ce qui se cherche dans la crise écologique

Les orientations adoptées en 2023 en résument l'enjeu dans les termes suivants :

« Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles, nous sommes entrés dans une ère nouvelle, l'Anthropocène, où l'activité humaine devient une source majeure de

changements de la planète. (...) Cette aggravation récente de la crise écologique est principalement due à la course folle au profit du système capitaliste, source de gaspillage et d'inefficacité, qui est aussi l'obstacle aux changements nécessaires ».

2.3 Ce qui se cherche dans la crise du libéralisme

L'accroissement explosif des inégalités sociales, la dégradation de la condition des salariés – chômage de masse persistant, précarisation des emplois – les ravages psychologiques et sociaux de la surexploitation qui touche toutes les catégories du salariat ne sont pas seulement liés à la crise économique. Ils renvoient aussi à l'exaspération des résistances de l'ordre établi contre les mouvements d'émancipation individuelle que l'amélioration matérielle des conditions de vie depuis un siècle a rendus irréversibles, et dont l'ampleur de la révolution féministe est la manifestation la plus universelle. Le développement intégral des capacités de tous les individus n'est pas seulement ce qui manque au capitalisme pour tirer efficacement parti de la révolution informationnelle. C'est aussi ce qui manque pour une maîtrise par l'humanité tout entière, dans une mondialisation de paix et de coopération, des pouvoirs sur la nature que lui procure l'accroissement vertigineux de ses moyens d'action mécaniques, biologiques, monétaires, militaires, informatiques, et qui peuvent aller jusqu'à menacer la survie de toute civilisation. Mais les délégations de pouvoir constitutives du libéralisme résistent à ce qui se cherche dans les mouvements d'émancipation.

Le monde du travail concentre ces antagonismes. Une partie de la population est privée d'un emploi digne de ce nom, tandis que pour les autres la pression du capital sur les conditions de travail, et jusque sur la vie hors travail, pèse de façon insupportable, et que partout dans le monde on manque de main-d'œuvre qualifiée. Mais l'organisation capitaliste et libérale du travail, le rapport de subordination constitutif du salariat et de la délégation de pouvoir au patronat se heurtent au rejet d'un travail vécu comme dépourvu de sens, à l'aspiration des jeunes générations à l'autonomie, à la contestation du mouvement féministe, ou encore à l'exigence de préservation du temps de retraite, en tant que temps hors travail, donc non contraint.

Il en résulte que la quasi-totalité des couches sociales, et les multiples courants émancipateurs qui travaillent la société, se trouvent face à un ennemi commun : le capital.

Ces aspects de la crise, comme leurs aspects économiques, ont pour trait distinctif leur caractère immédiatement mondial.

2.4 Ce qui se cherche dans un monde où un néo-impérialisme américain s'efforce de préserver son hégémonie par la terreur et l'intimidation

L'hégémonie économique, monétaire financière, militaire, politique, culturelle des États-Unis, avec, comme arme de domination, le privilège du dollar qui organise l'ensemble du système international, est minée par la crise systémique du capitalisme aux États-Unis mêmes, tout en étant visée par une nouvelle contestation montant du « Sud global » et de ses milliards d'êtres humains aspirant à un juste développement, avec comme fer de lance la Chine. L'actualité la plus brûlante nous fait sentir quelle violence cette hégémonie est capable de déployer pour se maintenir.

Le capital basé à Wall Street et dans la Silicon Valley déploie tous ses efforts pour maintenir et faire entrer dans une nouvelle phase le monopole informationnel que lui a procuré jusqu'à une période récente son avance technologique et sa domination écrasante dans le domaine financier.

Mais la perte de substance de l'industrie manufacturière, l'appauvrissement massif de la classe ouvrière et des couches moyennes, le degré particulièrement destructeur atteint outre-Atlantique par la crise écologique, sanitaire, morale rendent cette domination fragile. L'exubérance irrationnelle de Wall Street fait planer sur l'économie mondiale le risque d'une perte de confiance dans le dollar qui toucherait l'impérialisme américain au cœur.

En face, les BRICS, élargis à 11 pays membres et 10 pays partenaires, ne constituent pas un bloc cohérent mais un groupe de puissances montantes qui s'accordent sur un point : leur ferme volonté de maîtriser leur propre développement sans dépendre de l'hégémonie américaine pour leurs choix politiques. Ils totalisent près de la moitié de la population mondiale et une production industrielle supérieure à celle des pays développés – mais souvent contrôlée, y compris en Chine, par des multinationales basées aux États-Unis. Leur effort porte tout spécialement sur la construction d'alternatives au « système dollar » et la transformation du système monétaire international, sans qu'il soit possible de prédire aujourd'hui si cet effort débouchera sur une guerre monétaire généralisée ou vers une mondialisation de coopération où le dollar serait remplacé, en tant que monnaie mondiale de fait, par une

monnaie commune de coopération pour le développement de toute l'humanité.

Conscient que sa domination ne va plus de soi, l'impérialisme américain, incarné par Trump, se sent contraint de montrer sa force et de ne pas s'en tenir à l'emprise du *soft power*.

L'agressivité tous azimuts de Trump ouvre la voie à toutes les aventures guerrières, de l'Iran au Venezuela, de l'Ukraine à la Palestine. Il peut malheureusement compter sur la servilité des dirigeants allemands et français qui impriment à l'Union européenne ses orientations fondamentales et qui veulent entraîner les peuples dans une logique de guerre sur notre propre sol, en supplétifs de l'OTAN et de l'impérialisme américain.

L'enjeu est énorme : l'intensité des interdépendances technologiques, commerciales, monétaires, migratoires qui caractérise le monde contemporain, tout autant que les capacités d'autodestruction militaire ou écologique acquises par l'humanité, rendent suicidaire toute solution militaire aux conflits internationaux et exigent une mondialisation de paix et de coopération. Sous ce regard, le combat pour imposer le respect de règles de droit international aujourd'hui cyniquement piétinées par l'impérialisme le plus puissant n'est pas la nostalgie morale d'un ordre révolu mais l'expression d'une exigence : la construction d'institutions nouvelles, indispensables à la victoire des peuples contre le capital.

Là encore, face à la résistance du capital contre ce qui se cherche de nouveau dans la crise, le souffle internationaliste du projet communiste prend une actualité encore plus concrète qu'au moment où fut pour la première fois lancé l'appel « prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

3 Le processus révolutionnaire doit tirer les leçons des expériences passées

3.1 Des révolutions du XIXe siècle à la défaite du socialisme étatique

Plus l'héritage du mouvement ouvrier est actuel, plus il est utile de tirer les conséquences de ce qu'il a apporté à la civilisation universelle, et de tirer les leçons de ses échecs.

Ainsi, la victoire de la révolution socialiste de 1917, événement fondateur pour toute l'histoire du XXe siècle, et plus spécialement pour celle de notre Parti, résulte pour une part de la critique, par les bolcheviks, des révolutions précédentes, de 1789 à la Commune de Paris. À son tour, la mise en œuvre d'un

projet révolutionnaire, en France comme dans le monde, suppose de tirer les leçons des succès initiaux de l'Union soviétique, puis de sa défaite au moment même où le système capitaliste affrontait sa propre crise systémique. On a pu caractériser cette expérience révolutionnaire comme un socialisme étatique de rattrapage.

Il s'agissait d'un processus socialiste en ceci qu'il visait explicitement un but communiste dans toute la radicalité émancipatrice de l'objectif final.

Il présentait un caractère étatiste en ceci que la destruction de l'État bourgeois y a été comprise comme la construction d'un État ouvrier, certes appelé à dépérir avec l'évolution des mentalités mais initialement fondé, pour citer *L'État et la révolution*, sur « une discipline de fer maintenue par le pouvoir d'État des ouvriers armés » dans une économie nationale « organisée comme l'administration de la poste » – une conception plus appropriée aux circonstances particulières où l'ouvrage de Lénine a été rédigé qu'à la crise de civilisation d'aujourd'hui, et en net retrait par rapport à l'extrême attention que Marx avait portée à la mise en place, par la Commune de Paris, d'un exercice direct du pouvoir par les travailleurs. Il n'est pas anecdotique de le noter, les syndicalistes d'aujourd'hui peuvent témoigner de ce que la gestion d'un service public comme la poste est une affaire hautement politique qui ne se réduit en rien à une administration des choses.

Il a été conçu comme un processus de rattrapage en ceci qu'il a coïncidé, pour la première fois sous la direction d'un Parti communiste et non d'une bourgeoisie nationale, à transformer en quelques décennies une économie fondée sur une exploitation à caractère féodal des masses paysannes, en une superpuissance industrielle. Les gains de productivité procurés par la généralisation à un immense pays de la révolution industrielle peuvent expliquer en grande partie une réussite initiale présentant des points communs avec l'essor de l'industrialisation en régime capitaliste. Mais, lorsqu'ils ont commencé à s'épuiser, dans le cadre d'une planification centralisée peu attentive à l'efficacité du capital et aux critères pouvant guider les choix d'investissement, ils ont laissé entière, au moment où s'annonçait la révolution informationnelle, la question du passage à un nouveau type de croissance de la productivité, fondée non plus sur l'accumulation de capital matériel mais sur le développement de la formation et des capacités d'initiative des êtres humains.

En résumé, l'énergie et l'enthousiasme du pouvoir soviétique n'expliquent pas seuls les succès du « premier État ouvrier », sa victoire contre le fascisme hitlérien, les progrès sociaux que son existence a rendus possibles dans le monde entier. De même, on ne saurait expliquer sa chute seulement par les assauts incessants de l'impérialisme, ni par les aspirations des populations à une libéralisation du régime politique. Le rôle des facteurs économiques doit être pris en compte, surtout lorsqu'il s'agit, aujourd'hui, de tirer les leçons de cette expérience dans la définition d'une perspective révolutionnaire pour le XXI^e siècle.

Un traitement complet et documenté de cette question dépasse les dimensions de cette note et les compétences personnelles de son auteur mais il fait clairement partie d'un ordre du jour dont notre parti doit pousser l'examen. Mais l'expérience à considérer est tout autant celle de notre propre pays.

3.2 L'expérience française, de la Libération au naufrage du social-libéralisme

L'irruption des mobilisations populaires, au déclenchement du Front populaire et surtout à la Libération, ont imprimé plus qu'ailleurs, sous l'impulsion d'un mouvement ouvrier très organisé et d'un Parti communiste très influent, les traits d'une influence communiste dans les institutions constitutives du capitalisme d'État social : nationalisations industrielles et bancaires, statuts des agents publics, prérogatives économiques des comités d'entreprise, Sécurité sociale... Mais par la suite, la tradition nationale et le prestige du modèle soviétique ont concouru, plus qu'ailleurs peut-être, à déléguer à l'État la tâche d'accomplir les transformations révolutionnaires, d'autant plus que l'occasion de le faire s'est présentée sous la forme de l'accession au gouvernement, en 1981, d'une gauche dominée par un Parti socialiste réformiste et très étatiste.

La nationalisation de groupes industriels stratégiques, l'étatisation complète du secteur bancaire, le contrôle quasi-total exercé par le gouvernement sur les taux d'intérêt et sur les mouvements de capitaux, les pouvoirs exorbitants procurés par la Constitution de la V^eme République à un exécutif appuyé sur une large majorité parlementaire, ont fait, entre 1981 et 1983, de l'économie française la plus étatisée du monde occidental. Malgré des moyens d'action sans équivalent dans notre histoire, l'État français n'a pourtant pas tenu face au déferlement de la mondialisation financière partie de Wall Street, qui a facilement

balayé, à partir de 1983, tout ce qui pouvait faire obstacle à la domination du capital financier sur la société.

La faiblesse de l'étatisme s'est ainsi manifestée à la fois vis-à-vis du monde extérieur, face aux assauts du capital international, et dans son incapacité à s'appuyer, en interne, sur une mobilisation populaire en faveur du progrès social. Les lois Auroux et autres réformes ouvrant certaines formes de participation des salariés à la gestion de leurs conditions de travail n'ont pas suscité d'adhésion car les salariés y ont vite reconnu des moyens de les intégrer à la poursuite, par le capital, de sa logique de rentabilité, plutôt que comme des moyens de contester cette logique. De leur côté, en effet, les décideurs politiques ont cru pouvoir se passer du levier d'action contre la dictature du capital que mettaient pourtant à la disposition des travailleurs les avancées des travaux et des luttes autour de nouveaux critères de gestion. Malgré les derniers grands progrès sociaux de l'après-guerre, comme le passage à la retraite à 60 ans, le retour de la droite au gouvernement, dès 1986, et les premiers signes d'une montée électorale de l'extrême-droite, ont ainsi traduit, dans la population, une désillusion annonciatrice d'un désaveu de la gauche comme camp électoral porteur d'espérance.

La « gauche plurielle » de 1997 n'en a pas tiré les leçons et, imbuë d'un étatisme à la fois plus dogmatique et plus timide qu'en 1981, elle a été prise de désarroi en découvrant que « l'État ne peut pas tout » et elle a fini par entériner les orientations néolibérales de la mondialisation financière, à entrer en opposition avec les salariés organisés, et à discréditer encore beaucoup plus la gauche aux yeux des couches populaires.

L'expérience social-libérale de 2012 en a été une caricature. Après de premières velléités de redistribution fiscale (taxation des dividendes et des superprofits), elle s'est alignée, non seulement dans la politique économique mais même du point de vue de la morale politique, sur les vues de la droite, voire de l'extrême-droite.

La réponse au marasme de la gauche, à ses divisions, à son incapacité à proposer une perspective crédible au pays face à la menace fasciste exige de tirer les leçons de cette expérience, et de se dégager des pesanteurs étatiques héritées du XXe siècle, qui sont, de nos jours, la signature de tous les réformismes.

C'est là la tâche urgente que devrait se fixer un Parti communiste.

3.3 Références contemporaines au socialisme

Doit-on considérer que les succès spectaculaires de la Chine socialiste fournissent, à l'inverse, une preuve de la possibilité, pour un « État fort » dirigé par un Parti communiste, de contrôler et de maîtriser une économie mixte où les multinationales contrôlent une grande partie des leviers de pouvoir économique et des moyens de financement ? Deux considérations invitent, sur ce point, à la prudence. La première est que la Chine, qui a pu se présenter comme l'« usine du monde », doit une part essentielle de cette éclatante réussite à une entrée plus tardive dans la révolution industrielle. Elle bénéficie aujourd'hui d'un dynamisme semblable à celui qui avait porté autrefois l'émergence des puissances britannique, allemande, nord-américaine, japonaise... Comme l'Union soviétique et comme les autres puissances capitalistes avant elle, mais avec des effets à la dimension de cet immense pays, la Chine a pu bénéficier des gains de productivité apporté par la migration de millions de paysans vers les usines. En outre, elle a su tirer la leçon des erreurs commises en Union soviétique. Elle s'en distingue notamment, au prix de contradictions très aiguës, par l'intégration très poussée de l'économie chinoise à la mondialisation capitaliste.

Ces succès la placent néanmoins face au problème même que le socialisme de rattrapage étatique n'a pas été en état de résoudre en URSS, et qui constitue encore aujourd'hui un des facteurs les plus profonds de la crise systémique des pays capitalistes développés : sortir d'une suraccumulation structurelle de capital matériel en commençant à fonder la croissance de la productivité sur le développement des capacités humaines, à la faveur de la révolution informationnelle. Les indications dont on dispose donnent à penser qu'en Chine ce problème n'est pas résolu à ce jour et que le besoin d'une novation radicale par rapport aux expériences socialistes du passé s'y fait sentir autant que chez nous. Par exemple, la coexistence de pénuries de main-d'œuvre et d'un chômage élevé des jeunes diplômés est peut-être encore plus aiguë en Chine qu'en Occident. On pourra se reporter, à ce sujet, à l'étude très complète qu'Yves Dimicoli lui a récemment consacrée (<https://www.economie-et-politique.org/2025/01/06/2-de-la-revolution-industrielle-a-la-revolution-informationnelle-plus-de-robots-et->

[dinvestissements-immateriels-pas-assez-demplois-et-de-qualifications/](#)).

En tout état de cause, contrairement au projet internationaliste fondateur de l'Union soviétique, le Parti communiste chinois ne prétend pas entraîner le reste du monde dans la voie tracée par la révolution qu'il a dirigée, et dont il est conscient qu'elle comporte un fort aspect de restauration de la dignité nationale après les humiliations du XIXe siècle. C'est ce qu'il tient à faire savoir en se réclamant d'un « socialisme aux couleurs de la Chine ».

4 Un processus révolutionnaire inséparable des caractéristiques du but visé

En l'absence de modèle préexistant, et si l'on doit tenir compte des échecs passés, la mise au jour, à partir de ce que produisent les contradictions de la crise, du chemin constitutif du projet communiste est très loin d'être achevée. Les idées développées au fil des batailles politiques du PCF, dans une mobilisation vivante du marxisme, nous ont toutefois permis de commencer à en dessiner les principaux aspects.

« On peut définir les grands traits de cette transformation révolutionnaire, en tant qu'ils affectent l'économie et, de façon inséparable, l'écologie et ce que l'on peut appeler l'anthroponomie, c'est-à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se construisent par les relations entre générations, au travail, dans la vie de la cité, dans la famille, dans la vie culturelle et psychique ».

En d'autres termes, puisque le « but final » est une transformation radicale de tous les aspects de la civilisation, le « chemin » qui y conduit ne peut pas se réduire à une seule dimension, si nécessaire soit-elle, à savoir ce qu'on qualifie, en termes abstraits, d'appropriation collective des moyens de production. La transition au communisme est inséparablement économique, écologique, politique et culturelle. Elle ne peut pas se faire sans un mode de développement économe en investissements matériels, en énergie et en ressources naturelles. Et – l'histoire l'a prouvé – elle ne peut pas se faire sans un développement sans précédent de la démocratie, partant, sans rien en abandonner, des conquêtes populaires dans les démocraties bourgeoises, auxquelles les derniers travaux de Marx et d'Engels accordent tant d'attention. Les fondateurs du marxisme avaient pu observer dès la fin du XIXe siècle combien elles obligeaient le mouvement révolutionnaire à

innover par rapport aux traditions héritées de 1789 et de 1793, en allant bien au-delà des délégations de pouvoir qui sont aujourd'hui à la base de la crise politique des démocraties occidentales, et qui sont aussi, dans l'entreprise, à la base de la crise du travail.

Dans les limites de cette contribution, on se contente de montrer ici en quoi les enjeux économiques du processus révolutionnaire sont inséparables de cet effort de novation.

Même du seul point de vue économique, la référence à la propriété publique des moyens de production ne suffit pas à définir un socialisme ou un communisme, pas plus que la propriété privée ne suffit à définir le capitalisme. Bien d'autres modes de production, par exemple celui de la civilisation gréco-romaine ou celui du moyen-âge féodal, ont été fondés sur la propriété privée, sans être des capitalismes pour autant. Pour avoir le capitalisme, il faut des travailleurs civilement libres, et il faut la possibilité d'accumuler du capital sous la forme d'argent, ce qui permet de traiter comme une marchandise la force de travail de ces citoyennes et citoyens libres. Pour aller vers le communisme, il faut les en libérer, ce qui exige bien plus qu'un changement juridique de propriété des moyens de production.

C'est pourquoi le 39^{ème} congrès, reprenant les formulations du 38^{ème}, donne une tout autre ampleur aux modalités de la prise de pouvoir par les « producteurs librement associés » :

- *« une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles ;*
- *le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi et de formation, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie avec des activités développant toutes les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être considérées que comme une force de travail traitée comme une marchandise ;*
- *un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens, de toutes les travailleuses et tous les travailleurs ».*

Au croisement de toutes ces transformations, le dépassement du marché du travail, but de la construction d'une sécurité d'emploi et de formation, va de pair avec le dépassement du marché des biens et services par la lutte pour faire prévaloir, contre la rentabilité capitaliste, de nouveaux critères d'efficacité économique et écologique, au service des salariés et de la population ; avec le dépassement du marché de l'argent par une maîtrise démocratique de la création monétaire, telle que l'opère le crédit bancaire ; avec l'émergence d'une mondialisation de paix et de coopération pour dépasser le marché international.

Ces transformations ont trois points communs.

Le premier est qu'elles visent la réalisation effective et complète d'une économie communiste qui suppose le dépassement des rapports de marché, de l'argent, etc.

Le deuxième est que les moyens de viser ce « but final » sont à la portée des luttes et de mobilisations immédiates, créatrices de rapports de forces susceptibles d'être sanctionnés par de nouvelles institutions : par exemple, le service public de l'emploi et de la formation tel que défini dans la proposition de loi sur la sécurité d'emploi et de formation déposée en 2017 par André Chassaigne et ses collègues du Front de gauche.

Le troisième point commun est qu'ils sont très loin de se réduire à une action de l'État. C'est, par exemple, le principe même de la conquête de pouvoirs autogestionnaires pour faire prévaloir de nouveaux critères de gestion contre la rentabilité capitaliste ; mais l'intervention populaire est indispensable à une réorientation du crédit bancaire, y compris dans des banques nationalisées, comme l'a montré l'échec de l'étatisation quasi-complète du secteur bancaire en 1981. Et il n'est pas besoin d'insister sur l'importance stratégique des mobilisations altermondialistes contre les traités de libre-échange dictés par les multinationales, et pour des traités de codéveloppement et de coopération entre les peuples.

L'action de l'État, dans notre projet communiste, est bien autre chose que le triptyque nationalisation - planification – investissement que l'idéologie dominante crédite trop souvent de l'appellation de « socialisme », ou que le triptyque nationalisation – planification – autogestion qui était le slogan officiel du Parti socialiste dans les années 1970. C'est un moyen de favoriser et de rendre effectifs la prise de pouvoirs décentralisés par les citoyennes et les citoyens sur la production de leurs moyens d'existence, dans l'entreprise et dans le système

financier comme dans la cité. Et c'est une voie de dépassement de l'État lui-même.

Les nouvelles institutions dont nous proposons la création sont entièrement conçues pour favoriser cette prise de pouvoirs. Par exemple, des conférences locales, régionales, nationales et, pourquoi pas, européennes ou mondiales, pour l'emploi, la formation et la transformation écologique des productions ont pour objet de donner une impulsion tout à fait nouvelle à une forme de planification radicalement différente de la planification soviétique, ou de la planification étatique « indicative » au service des monopoles qu'on a connue en France après la Deuxième guerre mondiale.

C'est aussi pourquoi le développement de nouveaux services publics – autre composante majeure du projet communiste – est tout le contraire d'une concession à l'idéologie réactionnaire d'un « État fort ». Les services publics ne sont pas l'État. CE qu'il y a de nouveau dans ce que nous visons, c'est l'irruption massive des usagers et des agents des services publics pour en définir les objectifs, en exiger les moyens, en décider et en contrôler les modalités. C'est le moyen de donner à la production de biens et services communs une importance prépondérante dans l'économie et dans la société, faisant reculer l'emprise que le capital privé et le marché exercent sur elles en régime capitaliste. Et c'est, dans le même mouvement, le moyen de faire reculer l'emprise de l'État en tant qu'instrument d'oppression « détaché de la société » et placé en position de domination vis-à-vis de ses membres. C'est, si on veut, une modalité concrète d'un dépérissement de l'État au sens où l'entend la tradition communiste.

Il s'agit là d'autant de terrains où l'intervention active d'un parti révolutionnaire peut aider des luttes à se déployer contre la domination du capital, autour d'objectifs concrets. En particulier, la présence organisée du Parti communiste dans les entreprises n'est pas une extension de l'action dans les territoires pour gagner des soutiens dans la bataille politique institutionnelle. C'est une participation active à la lutte des classes là où les enjeux de la prise de pouvoir sur l'utilisation de l'argent sont les plus directs.

Il s'agit d'autant de processus et de pratiques menant à un but commun, qui donnent à la société qui s'engage sur ce chemin une cohérence, comme l'écrit le texte du 39^{ème} congrès, entre *« les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et*

politiques d'y parvenir, et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette nouvelle logique ».

Qu'est-ce qui permettra de dire qu'à un certain degré de développement ce processus révolutionnaire devient plus qu'un chemin, mais qu'il atteint le but lui-même ? C'est, d'une part, la prise de conscience, par les acteurs de ces mobilisations, de ce dont elles sont porteuses comme émancipation de l'exploitation et de toutes les dominations qui font obstacle à la réalisation intégrale des potentialités de chaque individu. Mais c'est aussi la réalisation des conditions matérielles de cette émancipation : de tels gains de productivité – comme l'écrit Marx – que le temps de travail – le « règne de la nécessité » puisse se réduire assez pour permettre à tous les êtres humains de passer l'essentiel de leur vie dans le « règne de la liberté » – liberté de se former, de se parler, de développer toutes ses capacités.

La crise de la civilisation contemporaine révèle que le type capitaliste de croissance de la productivité, lié à la révolution industrielle, ne le permet pas, et que c'est un autre type de productivité, précisément fondé sur l'expansion des capacités humaines, qui doit devenir prépondérant. Les bases matérielles de cette possibilité sont créées par les multinationales elles-mêmes, lorsqu'elles tissent des réseaux informationnels pour structurer une mondialisation au service de la rentabilité financière.

C'est cela qui peut permettre une nouvelle industrialisation qui soit, conjointement, un développement des activités de services, et serve de base à une civilisation de toute l'humanité.

5 Agir en pratique, en rassemblant les forces disponibles

En identifiant, à un stade précoce de la révolution industrielle, l'affrontement entre bourgeoisie et prolétariat comme fait structurant du capitalisme, alors même que ledit prolétariat ne regroupait encore qu'une faible proportion de la population dans une Europe essentiellement paysanne, Marx et Engels avaient anticipé une réalité qui s'impose à nous avec une force accrue.

La classe ouvrière proprement dite – celles et ceux qui produisent des marchandises en transformant la nature par leur travail – représente une part importante du salariat moderne ; elle s'est diversifiée de multiples façons, à mesure que s'interpénètrent les aspects manuels et intellectuels du travail ; mais ce sont surtout les autres couches salariées qui se sont

accrues en nombre : employés, techniciens, ingénieurs, cadres, dont les contributions à la création de richesses, pour être moins directes, ne sont pas moins décisives dans les sociétés contemporaines. De ce point de vue, la référence à une « classe travailleuse », outre qu'elle ne peut s'appuyer sur aucun fondement solide dans la théorie marxiste, est contre-productive en ce qu'elle nourrit l'illusion que l'usage d'une formule pourrait dispenser de la bataille politique indispensable au dépassement des contradictions qui travaillent ce salariat dont nous voulons réaliser l'unité, avec celle de toutes les forces qui peuvent concourir à la transformation sociale.

En effet, le « sujet révolutionnaire » de la transformation sociale n'est plus seulement la classe ouvrière, directement exploitée par le capital. Ce sont toutes les couches sociales constitutives du salariat, dans la diversité croissante de leur place dans les rapports de production, de leurs statuts, de leurs conditions de vie matérielles et culturelles mais avec tout ce qui les rapproche face à la domination du capital. C'est, au-delà même du salariat, tous les membres de la société, tous les acteurs sociaux, économiques, culturels qui ont un besoin vital d'empêcher le capital en crise de dégrader leur présent et de mettre en danger leur avenir. Ce sont les mouvements d'émancipation contre toutes les dominations. Et ce sont toutes les forces qui font converger les luttes de libération des peuples du monde.

C'est, dans la vie politique et institutionnelles, tous les courants dont le rassemblement, sans exclusive, traduira une volonté majoritaire de notre peuple.

Mais le rassemblement est en permanence l'enjeu d'une lutte contre les ferments de division que les forces du capital s'ingénient sans cesse à envenimer. C'est ce qui rend nécessaire l'action autonome d'un Parti porteur d'une cohérence entre les objectifs qui rassemblent une écrasante majorité des habitants de la planète, et les pouvoirs à conquérir, par chacune et chacun de celles et ceux qui composent cette majorité, afin de mobiliser les moyens de réaliser ces objectifs.

La montée des périls, dans le monde comme dans notre pays, peut donner le vertige. C'est la responsabilité des communistes de lui opposer un projet capable de donner de la force à la résistance en l'aidant à trouver les chemins de la construction d'une autre civilisation.p